

## Fin de vie : l'Eglise attend d'être consultée

**Author :** Maximilien Bernard

**Categories :** [Conférence épiscopale](#), [Culture de Vie](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#)

**Date :** 17 septembre 2014



Mgr **Pierre-Marie Carré**, évêque de Montpellier et vice-président de la Conférence des évêques de France, en a dit un peu plus à [Famille chrétienne](#) sur la rencontre entre le gouvernement Valls et les représentants français de l'épiscopat :

"Pour notre part, nous souhaitons en aborder trois [sujets] en particulier : les chrétiens en Irak, une question importante compte tenu de l'actualité et sur laquelle nous avons passé beaucoup de temps. Les deux autres sujets étaient la fin de vie et la reconnaissance des diplômés de consacrés venus de l'étranger et désirant exercer une profession médicale sur le territoire national. De son côté, le gouvernement a souhaité parler des dégradations des lieux du culte catholique.

*Que vous a appris le ministre des Affaires étrangères, **Laurent Fabius**, sur la situation en Irak ?*

Le ministre a fait un exposé assez long, montrant qu'il connaissait bien la situation. Il revenait d'Irak et était sur le point d'y repartir avec François Hollande. Il a souligné le caractère épouvantable des témoignages recueillis là-bas. Il a salué l'action de l'Église catholique et des diverses confessions chrétiennes orientales auprès des chrétiens en Irak. J'ai aussi remarqué qu'il a refusé de parler de l'État islamique, employant systématiquement le mot « Daesh ». Et puis il a élargi la réflexion : des questions se posent aussi pour le Liban, la Syrie. Il a souligné aussi que la France était sensible à l'engagement du pape François qui a demandé d'une part, d'arrêter absolument les exactions qui se passent là-bas et d'autre part de porter attention aux autres minorités menacées.

*Le sort des Irakiens ayant fait une demande d'asile à l'ambassade de France à Erbil (Irak) a-t-il été évoqué ?*

Oui. Le ministre a évoqué ces demandes de visas, confirmant qu'il y en avait 8000. Accueillir autant de monde en France lui paraît difficile. Il n'a donc pas donné de chiffre pour dire combien de personnes pourraient l'être. Pour l'instant, la priorité est donnée à ceux qui ont de la famille en France. Une parenthèse : à Montpellier, plusieurs paroisses qui ne connaissent personne en Irak ont indiqué qu'elles étaient prêtes à accueillir des réfugiés. Pour le moment, la préfecture a seulement répondu : « *Si vous connaissez des réfugiés irakiens, dites-nous lesquels* ».

*Ces déclarations répondent-elles à vos attentes sur ce point ?*

Nous attendions un engagement clair de la France pour une action humanitaire. Et un autre pour arrêter au maximum tous ceux qui font le mal, ces égorgeurs qui se parent d'une religion. Sur ce point, oui, nous avons obtenu satisfaction.

*Selon le ministre de l'Intérieur, **Bernard Cazeneuve**, le nombre de dégradations contre des lieux de cultes catholiques ayant donné lieu à des plaintes a triplé entre 2008 et 2013.*

Attention à ne pas tirer de conclusions hâtives. Beaucoup de ces actes ont des motifs crapuleux (vol de tronc, de statue), sans visée de profanation ou d'attaque contre la religion catholique elle-même. J'ai répondu au gouvernement que, pendant assez longtemps, des dégradations étaient commises dans des lieux de culte sans que cela ne se traduise par une plainte. Sauf que depuis, nous avons demandé aux communautés chrétiennes de les signaler aux autorités. Pour souligner clairement que, dans certains cas, l'Église catholique est attaquée et menacée, et que ces agressions sont intolérables. Ce à quoi Bernard Cazeneuve a répondu qu'il demandait aux préfets de porter systématiquement plainte dès qu'il s'agissait de dégradations de lieux de culte.

*Mgr **Georges Pontier** a parlé du débat sur la fin de vie. Comment cela s'est-il passé ?*

Le président de la Conférence des évêques de France a rappelé l'importance de donner un message d'espérance et favorisant le lien entre les personnes. Et non pas déclarer que le suicide assisté était une bonne solution pour notre société. La réponse du Premier ministre a été, je le cite quasiment mot pour mot : « *Cette question doit être traitée dans le dialogue et le*

*respect de chacun avec une volonté d'apaisement.* » Deux députés, **Jean Leonetti** (Alpes maritimes), auteur de la précédente loi, et **Alain Claeys** (Poitiers), ont été mandatés pour examiner cette question dans le cadre d'une commission d'enquête mise sur pied pour écouter, rencontrer les personnes. On ne sait pas comment ce débat aboutira. Mais je crois que l'Église catholique sera entendue à ce sujet. Notre idée est de procéder comme nous l'avions fait lors de la révision des lois de bioéthique. Réfléchir sérieusement et apporter notre contribution au débat.

*Sur ces différents points, comment sentez-vous le gouvernement ?*

Beaucoup d'eau a passé sous les ponts. Le gouvernement est plus circonspect aujourd'hui qu'en 2013. J'ai le sentiment que nous avons été écoutés. En plus des ministres, beaucoup de conseillers étaient à la réunion, prenant des notes. J'ai aussi senti que cette réunion avait été préparée sérieusement. Chacun des ministres avait son dossier et ses fiches. L'un ou l'autre a lu son papier. Le contexte était cordial. On s'écoutait, on se parlait. Même s'il y avait un côté formel. Sur un sujet épineux comme la fin de vie, nos dirigeants ont annoncé qu'ils feraient les consultations nécessaires. Le Président de la République, en son temps, a dit qu'il recevrait les responsables des cultes avant toute décision pour ce sujet. Alors nous attendons."